

Concours section : 1er concours d'accès

Epreuve matière : Cas pratique CIVIL

N° Anonymat : LAZLL539 GC

Nombre de pages : 8

15.50 / 20

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



① Le 20 janvier 2016 Monsieur D a reçu une signification d'une ordonnance du juge des affaires familiales en date du 2 novembre 2015 le condamnant à une contribution aux charges de ménage. L'assignation qui lui était destinée en vue de l'audience a été convertie en procès-verbal par l'huissier. La question est celle de savoir si M. D peut contester cette ordonnance.

Selon l'article 1073 du code de procédure civile, le juge des affaires familiales exerce la fonction de juge des référés. A ce titre il peut ordonner toute mesure justifiée par l'urgence par voie d'ordonnance. Les ordonnances de référé sont susceptibles d'appel dans un délai de 15 jours à la suite de leur notification selon l'article 490 du code de procédure civile.

En l'occurrence, la signification a été reçue le 30 janvier 2016 par M. D. Le délai est donc échu.

Concernant la conversion de l'assignation en procès-verbal par l'huissier, l'article 659 du code de procédure civile indique

N°

4.6

que cette conversion est possible uniquement lorsque la personne n'a ni domicile, ni résidence ni lieu de travail connu.

En l'occurrence, Monsieur D a un lieu de travail connu étant donné que l'huissier indique qu'il n'a pas pu y trouver l'intéressé. Ainsi cette conversion par l'huissier n'est pas valable et Monsieur D peut s'y opposer.

② Madame D a déposé une requête en séparation de corps le juin 2016. Monsieur D souhaite former une demande reconventionnelle en divorce. Cela est-il envisageable.

Selon l'article 297 du code civil, l'époux contre lequel est présentée une séparation de corps peut former une demande reconventionnelle en divorce. De plus, l'article 297-1 du code civil indique, dans son 1^{er} alinéa, que lorsque la demande est fondée sur la faute, le juge les examine simultanément et s'il les accueille, prononce le divorce aux torts partagés.

Monsieur B peut ainsi former une demande en divorce dans le cadre de la procédure engagée par son épouse en juin 2016.

Sur la nature de la demande en divorce, l'article 242 du code civil présente le cas de divorce pour faute. Cette forme de divorce peut être demandée lorsque l'un des époux a commis des faits constitutifs d'une violation grave au renouvelée des devoirs et obligations du mariage. Parmi elles figurent l'obligation de fidélité à l'article 212.

En l'espèce, en septembre 2015 Monsieur D a découvert des photographies et messages

en accès libre sur le net mettant en évidence l'infidélité de son épouse. C'est cette découverte qui l'a convaincu à accepter un emploi loin du domicile conjugal et à prendre un nouveau logement. Le fait que les photographies et les messages circulent sur le net est de nature à permettre la qualification de "preuve" de cette violation de l'obligation de fidélité. De plus, ce manquement semble rendre intenable le maintien de la vie commune car Monsieur D décide, dès la découverte de l'infidélité de la femme, de déménager dans un appartement proche de son nouvel emploi.

En conséquence, Monsieur D est recevable à former une demande en divorce pour faute dans le cadre de la procédure engagée par son épouse.

③ En l'absence de demande en divorce Monsieur D pourra-t-il éviter la mise à sa charge par le jugement de séparation de corps d'une pension alimentaire?

L'article 303 du code civil dispose que la séparation de corps laisse subsister le devoir de secours. Le jugement doit ainsi fixer une pension alimentaire qui est due à l'époux dans le besoin. Toutefois, en vertu de l'article 207 du même code, quand le créancier a manqué gravement à ses obligations envers le débiteur, le juge pourra décharger ce dernier de tout ou partie de la dette alimentaire. Si la Cour de cassation considère que cette faculté de décharge ne s'étend pas au devoir de secours c'est à l'exception de l'article 303 (Civ 1ère, 17 janvier 1995)

Aussi, Monsieur B pourra invoquer le

manquement grave de son épouse à l'obligation de fidélité, tel qu'il a été décrit précédemment, afin que le juge le décharge de la pension alimentaire prévue au titre de la séparation de corps pour son épouse dans le besoin qui n'exerce pas d'activité professionnelle et ne dispose ainsi pas de ressources financières propres. L'appréciation de la situation relève du pouvoir souverain des juges du fond ainsi que l'a rappelé la Cour de cassation réunie en sa deuxième chambre civile le 11 février 1991.

Ainsi, Monsieur D peut éviter que le jugement mette à sa charge une pension alimentaire au profit de son épouse en apportant la preuve des manquements graves de cette dernière aux obligations du mariage.

- ④ Le père de Monsieur D a consenti à son notaire un mandat de protection future le 26 mai 2011. Depuis le 2 juillet 2016, Monsieur D père est placé sous curatelle. Le fils peut-il obtenir la nullité de l'acte en apportant la preuve qu'à l'époque son père disposait déjà de facultés mentales amoindries ?

Le mandat de protection future est envisagé à l'article 477 du code civil. Il permet à toute personne majeure, ne faisant pas l'objet d'une mesure de tutelle, de charger une personne de la représenter dans le cas où elle ne pourrait plus pourvoir seule à ses propres intérêts. Selon l'article 414-1 du code civil, pour faire un acte valable il faut être sain d'esprit. L'article précise que c'est à ceux qui agissent pour cette cause de prouver l'existence

Concours section : 1er concours d'accès

Epreuve matière : Cas pratique CIVIL

N° Anonymat : LAZLL539 GC

Nombre de pages : 8

Concours : ENM 1er concours

Epreuve : Cas pratique de droit civil au procédure civile

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



d'un trouble mental au moment de l'acte. Selon l'article 414-2 du même code, de son vivant, l'action n'appartient qu'à celui qui a conclu le dit acte. Il s'agit d'une action altérée. Dans le cadre d'une curatelle, le curateur peut agir en justice au nom de la personne protégée lorsque ses intérêts sont en danger ainsi que l'indique le troisième alinéa de l'article 464 du code civil.

Ainsi, le curateur c'est-à-dire l'association A, pourra assister Monsieur D père pour agir en justice afin de faire déclarer irrecevable le mandat de protection future en raison du trouble mental déjà présent lors de la signature de l'acte Monsieur D, fils, ne pourra en revanche pas agir lui-même mais communiquer au curateur les preuves dont il dispose.

Concernant la possibilité offerte par l'article 464 du code civil permettant une annulation des actes accomplis par la personne moins de deux ans avant l'ouverture de la mesure de protection lorsqu'il est justifié un préjudice subi par la personne protégée, elle ne peut être mise en œuvre.

En effet, l'acte a été réalisé en mai 2011 soit 5 ans avant l'ouverture de la mesure de curatelle.

N°
5/16

⑤ La mesure de curatelle décidée le 2 juillet 2016 fait-elle obstacle à la mise à exécution du mandat de protection futur ?

L'article 483, 2°, du code civil indique que le mandat de protection mis à exécution prend fin dès lors que la personne est placée en curatelle sauf décision contraire du juge.

La difficulté ici est que le mandat n'a pas été mis à exécution étant donné que lors de l'ouverture de la mesure celui-ci était inconnu.

De plus, l'article 428 du code civil pose le principe de subordination de la mesure de protection. Ainsi, celle-ci ne peut être ouverte si une autre mesure moins contraignante telle un mandat de protection futur peut être mis en œuvre.

Aussi, l'ouverture d'une curatelle ne fait pas obstacle en tant que telle à la mise à exécution d'un mandat de protection futur. Au contraire, elle doit s'appliquer de manière subsidiaire.

